



Déclaration liminaire de la FNEC FP FO lors du CDEN du 7 novembre 2025

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Dans cette déclaration, nous allons devoir procéder à un choix et un tri de nos colères tant celles-ci sont nombreuses et toutes dignes de développements- mais nous aurions alors à vous faire subir toutes les mentions de dysfonctionnements, de casse orchestrée de l'Ecole publique- or notre temps d'intervention est contraint.

Voilà un gouvernement qui peut se targuer d'avoir détruit notre Ecole de la République, avec ses contre-réformes perpétuelles, avec ses suppressions de postes, avec son glissement insidieux vers un management qui enlève de l'humain à l'endroit où notre société en aurait pourtant le plus besoin : là où sont nos enfants, nos jeunes, là où les personnels de l'Education nationale ont ce souci permanent de transmettre, mais aussi d'aider, d'être présents, bienveillants.

Et ce sont ces mêmes personnels qui prennent de plein fouet l'Ecole inclusive, laquelle devient trop souvent maltraitante car sans moyens suffisants.

On ne compte plus les fiches qui évoquent des situations de violence vécues avec des enfants dont la prise en charge relève parfois du médical et de l'enseignement spécialisé.

Or, face aux situations de souffrances exprimées par les collègues qui se retrouvent trop fréquemment démunis, l'Institution oppose inlassablement un mépris qui n'est plus tolérable. Oui, dans les instances, vous serez peut-être attentifs aux expériences vécues, vous caresserez notre courroux en affirmant qu' "effectivement, il faut faire quelque chose"mais au final?! Ces situations de "gestion de l'inclusion" se multiplient bien au-delà de ce qui est tolérable!

Comment admettre en effet que la violence soit dans la classe avec des enfants en souffrance qui devraient être mieux accompagnés et dont les excès de violence traumatisent les autres enfants présents et focalisent la vigilance des enseignants qui sont au final épuisés?

Nous demandez-vous d'admettre que ce quotidien en classe avec des situations absolument ingérables soit désormais la norme?! Nous demandez-vous d'admettre que des élèves notifiés ne soient pourtant pas accompagnés par une aesh? Enfin, nous demandez-vous d'admettre que les droits des plus fragiles ne soient pas respectés dans l'Ecole de la République et que la violence s'installe avec la complicité toujours renouvelée de l'Institution?!

Car cela fait longtemps que nous alertons sur une situation qui est désormais explosive. Nous sommes parvenus au bout de ce système maltraitant qui prône hypocritement une inclusion salubre pour les enfants concernés, tout en foulant au pied leurs droits les plus essentiels: le droit aux soins, à une scolarité adaptée, accompagnée, le droit à un épanouissement.

Mais toujours moins de places dans les IMP, toujours trop peu d'aesh, et toujours moins d'enseignants spécialisés. Le recrutement de ces deux catégories de personnels est impératif!

Tout comme il est impératif d'accéder aux revendications des AESH qui à elles/eux seul(e)s font tenir cette politique d'inclusion systématique et qui sont pourtant maintenu(e)s sous le seuil de pauvreté!

Nous sommes épuisés de subir le mépris, le manque d'écoute, la surcharge de travail et un management qui ne cache plus son nom.

Ce métier est fatigant- plus du fait des manquements de l'Institution que de la pratique même de l'enseignement qui était pourtant, souvent, au départ, une vocation.

La voie professionnelle subit elle aussi de plein fouet l'ignorance des réalités du terrain en Lycée professionnel et l'impréparation d'un gouvernement qui nous impose un gaspillage financier outrancier via sa réforme du bac, qualifiée dans un rapport de l'Assemblée nationale de "vecteur de chaos"!

1 milliard d'euros pour enlever 169 h de cours aux élèves les plus fragiles en imposant les épreuves du bac fin mai et en les livrant à eux-mêmes après cette échéance!

Certes, ils avaient la possibilité de venir au lycée pour suivre des ateliers - sans cadrage officiel- ou de partir travailler en entreprise pour 100 euros par semaine.

Comment imaginer que des jeunes déjà enclins au décrochage scolaire allaient décider de rester en classe après le bac?! 100% de taux d'absentéisme dans certaines filières! Et le choix de jobs d'été mieux rémunérés en lieu et place du stage en entreprise qu'ils ont effectué à deux reprises déjà durant leur année de terminale...était couru d'avance.

Cette réforme vient tuer tout espoir d'engager les personnels et les élèves vers un un cap ambitieux: consolider les diplômes, inventer ceux qui feront les métiers de demain, et

augmenter la qualification des futurs travailleurs. La voie professionnelle, au lieu d'être refondée en se concertant avec ceux qui sont sur le terrain, est sacrifiée, une fois de plus.

Il s'agit là d'un enjeu de classe et de société.

Non, on ne doit pas mépriser nos élèves de lycée professionnel au point de leur enlever plus d'une centaine d'heures de cours. C'est ici l'ambition républicaine de la formation professionnelle sous statut scolaire qui est mise en péril.

Notre Education nationale et les politiques mises en place répondent désormais inlassablement à une volonté de décourager élèves et enseignants, de les dévaloriser et de les mettre en difficulté. Une expression de courroux opposée à ce constat relèverait de la pure hypocrisie ou de l'aveuglement.

La réalité est que nous sommes délaissés, dans une Ecole et une vocation pourtant sincère que l'Institution s'emploie à broyer.

Vous allez nous répondre que vous rencontrez pourtant des enseignants ravis d'exercer leur métier. Oui, heureusement, il y a des jours comme ça, qui sont des temps suspendus, où l'on se rappelle pourquoi on est dans une classe. Quant à ceux qui sont perpétuellement ravis, donnez-nous le nom de leur école, que l'on demande vite notre mutation.

Les dotations restent insuffisantes pour nous permettre d'enseigner correctement. Comme d'habitude. Mais on ne s'habitue pas.

On souhaiterait que nos revendications ne soient pas une "habituelle litanie" que l'Institution écoute à peine...et entend encore moins.

Aussi notre combat contre les attaques que subit l'Ecole sera à la hauteur de la violence institutionnelle qui est imposée à toute la communauté éducative.

La FNEC FP FO continue de revendiquer:

- un recrutement d'aesh à hauteur des besoins
- un statut et un vrai salaire pour ces mêmes aesh, ainsi que le paiement immédiat des primes REP et REP+ dues depuis 2015
- l'abandon des PIAL et des PAS
- l'ouverture de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux
- la réforme de la formation des enseignants et des concours qui est une machine à fabriquer des contractuels
- l'abrogation de la réforme des retraites
- une augmentation immédiate des salaires

Enfin : un VRAI budget pour l'Ecole plutôt que pour la guerre.

Et, une fois n'est pas coutume, nous profitons de cette instance pour exprimer notre bonheur concernant l'annonce de la libération de prison de nos camarades enseignants de FO maintenus en otages durant trois années en Iran.

Merci pour votre écoute.

Christelle Calvat, Céline Colle, Laetitia Baradat Calbet, Quentin Kammer